

## **Le déni de patriotisme post-stigmates: une réaction des patriotes à l'*afrancesamiento* de Madrid sous J. Bonaparte (1808-1813)**

Jean-Lambert PANDJOU, CERILA, Université Omar Bongo, Libreville  
pandzoujlambert@yahoo.fr

### **Résumé**

En 1808, l'Espagne traverse une crise politique majeure due à des facteurs internes et externes. Au plan interne, ladite crise relève des querelles entre Godoy et Ferdinand VII, qui aboutissent à l'émeute populaire d'Aranjuez (17 mars). Dans cette révolution de palais, Charles IV abdique en faveur du prince héritier don Ferdinand. Au plan externe, le rôle que joue Napoléon I est décisif. Le traité de Fontainebleau conclu avec l'Espagne (27 octobre 1807), lui sert de prétexte pour occuper les principales places fortes du pays voisin. A Madrid, une insurrection populaire éclate (2 mai) et débouche sur des heurts entre Madrilènes et soldats français, que commande Murat. Le représentant de l'empereur en Espagne ordonne une répression féroce, laissant derrière elle des centaines de victimes. Les stigmates liés aux heurts cités précédemment vont servir de point de départ à une insurrection populaire à l'échelle nationale, que des leaders d'opinion appellent de leurs vœux. Mais l'union sacrée qui se forme dans la foulée pour défendre la patrie, est mise à mal, parce qu'une partie de l'Espagne accepte de collaborer avec J. Bonaparte. C'est cette guerre fratricide entre patriotes et *afrancesados* que l'on se propose d'examiner dans cet article, en démontrant l'étroitesse du rapport entre stigmates et déni de patriotisme.

**Mots-clés :** Déni, Joseph Bonaparte, Madrid, Patriotisme, Stigmates.

### **Abstract**

In 1808, Spain went through a major political crisis, due to internal and external factors. Internally, this crisis comes under quarrels between Godoy and Ferdinand VII, which lead to popular Aranjuez riot (March 17). In this internal revolution, Charles IV abdicated to Crown Prince Don Ferdinand. Externally, Napoleon I plays a decisive role. The treaty of Fontainebleau gives him an excuse to occupy the main strongholds of the neighboring country. In Madrid, a popular insurrection breaks out (May 2) and clashes come out between Madrilenians and French soldiers, commanded by Murat. The representative of the emperor in Spain ordered a fierce crackdown, leaving hundreds of victims behind. The stigmata linked to the above mentioned clashes will serve as a starting point for a popular uprising on a national scale, which opinion leaders call for. But the sacred union that is made out in the wake to defend the homeland, is undermined because a number of Spaniards agree to collaborate with J. Bonaparte. It is this fratricidal war between patriots and *afrancesados* that we propose to examine in this article, demonstrating the narrowness of the relationship between stigmata and the denial of patriotism.

**Keywords:** Deni, Joseph Bonaparte, Madrid, Patriotism, Marks.

## Introduction

La présente étude que l'on mène sur les stigmates prend sa source dans l'antagonisme, né à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, entre Espagnols et Français. De cet antagonisme découle la guerre d'Indépendance (1808-1814)<sup>1</sup>, sur fond de règne de J. Bonaparte (1808-1813)<sup>2</sup>. L'intérêt de ce travail est de démontrer que la démarche entreprise par les patriotes, qui consiste à dénier aux *afrancesados* l'appartenance à la patrie, est consécutive à l'origine des stigmates. Par stigmates, il faut entendre « marque durable que laisse une plaie, une maladie ; cicatrice » (*Le Petit Larousse illustré*, 2012, p. 1038.), alors que le déni renvoie au « refus d'accorder ce qui est dû » (*Le Petit Larousse illustré*, 2012, p. 324). Quelle est l'ampleur de ces marques au lendemain des heurts entre Madrilènes et soldats français (2 mai 1808) et, surtout, au terme de la répression ordonnée par Murat (3 mai 1808) ? A partir de quel moment ces stigmates, tout d'abord facteur d'unité contre les Français, deviennent-ils ensuite une source de division pour les Espagnols ?

En prenant appui sur les travaux de M. Artola, *Los afrancesados* (2008) et ceux de J. L. Tabar, *Los famosos traidores* (2001), on tentera d'apporter des réponses précises à ce questionnement. Le premier montre que le choix des *afrancesados*, qui consiste à collaborer avec J. Bonaparte, relève de l'absolue nécessité de préserver la souveraineté du pays contre la France de Napoléon I ; quant au second, il appelle à la réhabilitation de la mémoire collective des *afrancesados*, que l'historiographie espagnole a généralement qualifiés de traîtres. Sur la base de ces analyses, on s'attachera tout d'abord à situer l'origine de la pratique mise en route par les patriotes. Ensuite, on mettra en lumière les conséquences qui en résultent à partir de la posture adoptée par les espagnols qui acceptent de collaborer avec J. Bonaparte. Enfin, notre démarche consistera à attirer l'attention sur des comportements porteurs des gènes de la division, au regard du caractère actuel de la problématique étudiée et ce, en dépit du temps écoulé.

Ces aspects seront analysés à partir de trois axes principaux. Le premier mettra en lumière le contexte politique, les tensions sociales et l'origine des stigmates. Ensuite, l'analyse portera sur les effets d'une insurrection générale sur le règne et la politique de J. Bonaparte (1808-1813). Le dernier axe de la réflexion sera consacré à la corrélation entre stigmates et déni de patriotisme en Espagne en général, et à Madrid en particulier, sous le prisme de la rupture entre patriotes et *afrancesados*.

---

<sup>1</sup> C'est le conflit qui oppose les troupes de Napoléon I aux armées espagnole, anglaise et portugaise.

<sup>2</sup> Le travail sur les stigmates fut l'objet d'une étude spécifique dans le cadre de notre thèse de Doctorat : J.-L. Pandjou (2010, partie 2, chap. 1, p. 137-150 ; partie 3, chap. 3, p. 475-490). A l'époque, notre objectif principal était de montrer l'effectivité desdits stigmates, ainsi que leurs conséquences sur les plans humain et matériel, à court, moyen et long termes.

## 1. Contexte politique, tensions sociales et stigmates

Il est difficile d'évoquer les aspects référencés ci-dessus sans mettre en lumière, au préalable, un pan de la politique mise en route par Napoléon I. Au centre de cette politique, figure en bonne place l'avenir de l'Espagne. Pour le dessiner, l'empereur des Français se sert à la fois de la ruse et de la faiblesse de ses alliés espagnols.

### 1. 1. Du traité de Fontainebleau à la prise de Madrid

Le 27 octobre 1807, Napoléon I et Godoy<sup>3</sup> signaient le traité de Fontainebleau. Cet accord conclu secrètement entre les deux hommes politiques prévoyait l'invasion puis le partage du Portugal. Quelles raisons profondes avaient conduit la France (surtout) et l'Espagne à prendre une telle décision ?

La réponse à cette question ne souffre aucune ambiguïté : le Portugal était une victime collatérale de la rivalité, au plan maritime, entre Français et Anglais. Dans ses visées hégémoniques, Napoléon I avait voulu faire imposer (novembre 1806) un blocus à l'Angleterre. Or, ce pays était un allié du Portugal en matière d'échanges commerciaux. Au nom de ses intérêts et de son alliance avec Londres, Lisbonne s'abstint d'obtempérer<sup>4</sup>.

« Nous avons approuvé et approuvons, par le présent, le traité ci-dessus avec tous les articles et contenus. Nous déclarons l'avoir accepté, ratifié et confirmé, et promettons de le tenir inviolable », s'était exclamé Napoléon I. Or, le natif de Corse va faire preuve de duplicité : comme le Portugal, l'Espagne est vite envahie. Madrid étant le centre de la vie politique du pays, il fallait procéder à sa prise. Dans cette perspective, le lieutenant Murat<sup>5</sup> arrive aux portes de la capitale le 23 mars 1808, à la tête d'environ 20.000 hommes.

L'occasion semble inespérée, au regard du contexte politique espagnol marqué par une crise profonde qui débouche sur une révolution de palais à Aranjuez (17 mars 1808). En fin stratège, Napoléon I parvient à faire venir à Bayonne (fin avril) les Bourbons, avant de les contraindre à prendre le chemin de l'exil en direction de la France. A l'évidence, la crise politique à Madrid a contribué à accélérer l'exécution du plan de l'empereur. La suite logique de cette étape va consister à faire accepter aux Espagnols le changement dynastique intervenu à Bayonne. Aussi, Murat va-t-il tenter d'exploiter le vide politique laissé par les plus hautes autorités espagnoles, mais se heurte à une insurrection populaire.

### 1. 2. L'impact des heurts des 2 et 3 mai 1808

Le 02 mai 1808, Madrid est le théâtre de heurts d'une violence rare, entre autochtones et soldats français. « ¡Traición! ¡Se han llevado al Rey y quieren llevarse a todas

---

<sup>3</sup> M. Godoy était le Premier ministre de Charles IV, d'abord de 1792 à 1798 puis de 1801 à 1808. <sup>4</sup> Paris prit des dispositions : en novembre 1807, Junot reçut l'ordre d'envahir le Portugal ; à la tête de 25.000 hommes, il occupa Lisbonne sans difficulté et provoqua la fuite de la famille royale au Brésil. <sup>5</sup> Auparavant, il fut élevé au rang de lieutenant général et commandant en chef des armées françaises en Espagne.

*las personas reales!; Muerte a los franceses !* ». C'est en ces termes que J. Blas Molina alerta ses compatriotes se trouvant dans et aux abords du palais royal de Madrid. Ce haut lieu des institutions monarchiques fut privé soudainement de son calme habituel et servit de point de départ à une insurrection populaire. Il faut croire que l'appel de Molina eut un écho favorable puisque, immédiatement après, on signala des affrontements en divers autres lieux (Parc d'Artillerie de Monte León, Puerta del Sol, de Toledo, Lavapiés). Durant des heures, les insurgés madrilènes parvinrent à tenir tête aux hommes de Murat. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce dernier n'était pas homme à se satisfaire de demi-mesures ; il n'hésita pas, en bon militaire, à employer la manière forte en faisant fusiller toutes les personnes incriminées.

Une telle répression, comme on peut l'imaginer, donna lieu à un bilan extrêmement lourd, au regard de l'ampleur des stigmates relevés. Sur le nombre de morts, R. Fraser (2006, p. 772) avance que, dans les rangs des insurgés, 250 personnes avaient été tuées, 409 d'après J. Pérez de Guzmán y Gallo. Ce chiffre est revu à la hausse par B. Bessière (1996, p. 146) qui, dans ses conclusions, donne le chiffre de 450 pertes. Quant à G. Fuentebro (1908, p. 13), M. Espadas Burgos et J. Del Corral, ils estiment à 500 le nombre de victimes des journées des 2 et 3 mai 1808. Il y aurait eu 600 décès à en croire le Comte de Toreno (1835, p. LV + 45) et, entre 500 et 1.000 morts, comme le souligne A. Dulphy. Enfin, L. Tamarit Y Llopis (1900, p. 35) propose le chiffre de 1084 morts. Dans les rangs français, on eut à déplorer également des victimes : de l'ordre de 3.000 selon J. Del Corral, 200 à en croire A. Dulphy et 145 militaires français morts d'après F. González Bruguera (1973, p. 104), qui s'appuie sur des données fournies par Murat. Le nombre de victimes a conduit J. Del Corral à tenir ce propos très élogieux à l'égard de ses compatriotes:

*Los sucesos del Dos de Mayo corresponden a la fecha histórica en la que el comportamiento de los madrileños resulta tan importante que sale de los límites de la Historia de Madrid para entrar, con todos los honores, en la Historia de España y aun alcanzar las páginas de la Historia Universal (2001, p. 169).*

S'agissant du nombre de blessés, J. Pérez de Guzmán y Gallo (1908, p. 198) avance le chiffre de 171 personnes, soit 29 de moins que celui fourni par J. Del Corral. Le chiffre est largement revu à la hausse par L. Tamarit Y Llopis (1900, p. 35) et, surtout, par R. Fraser (2006, p. 772), qui évaluent à respectivement 495 et à 875 le nombre de personnes dans ce cas de figure. Certes, au regard de l'atmosphère qui régnait à ce moment-là, les chiffres relatifs au nombre de victimes peuvent contenir une certaine marge d'erreurs. Toutefois, cet écart n'est pas de nature à remettre en question les données recueillies, d'autant plus que les études consultées sont fouillées. Sur cette base, on peut estimer à environ 500 le nombre de victimes des événements des 2 et 3 mai 1808 à Madrid. Une chose est certaine : que le nombre de morts et/ou de blessés ait été supérieur ou inférieur à 500, il ressort que le bilan est extrêmement lourd et a un impact négatif sur le règne de J. Bonaparte.

## 2. Les stigmates comme fondement d'une insurrection populaire

Arrivé à Madrid le 20 juillet 1808, J. Bonaparte hérite d'une situation complexe et doit faire face à la résistance qui s'organise contre les forces françaises d'occupation.

### 2. 1. Lieux et formes de résistances

« La patrie est en danger. Madrid se meurt, victime de la perfidie des Français. Espagnols ! Accourez pour sauver la patrie ! ». Sur un ton grave et solennel, le maire de Móstoles<sup>4</sup>, A. Torrejón, s'empresse d'alerter l'opinion nationale sur le sort subi par les Madrilènes. L'enjeu de cet appel était double : d'une part, il était impérieux de faire prendre conscience de la gravité de la situation et, d'autre part, il fallait mettre à profit tous les moyens disponibles pour neutraliser l'ennemi. Le propos que rapporte J. Herrero, est sans équivoque à cet égard :

*Es preciso que 300.000 hombres españoles dispongan cuanto antes una caza de montería que ejecute con los bandidos de franceses lo mismo que los ingleses han hecho con los lobos: el exterminarlos para siempre, a fin de que, si es posible, se borre de la superficie de nuestro globo la memoria de unos hombres pérfidos alevosos, que en su conducta y obras destructoras de todo orden social, político y religioso dieron bien a conocer que quería plantar en España la irreligión y el ateísmo (1973, p. 248).*

La force de l'appel lancé par l'édile est indéniable, puisque le soulèvement s'étend rapidement à d'autres villes du pays (nord, nord-est et est), qui prennent les armes contre les troupes de Napoléon. Cet enthousiasme amène R. Mesonero Romanos à souligner le caractère singulier du sentiment patriotique espagnol :

*Así pasó todo mayo, todo junio y gran parte de julio, aunque reanimándose algún tanto los espíritus con las de las provincias, del aspecto formidable de la resistencia que se ostentaba ya desde las cumbres de Covadonga (...); del entusiasmo con que todos los pueblos unánimemente y con un impulso sobrenatural, espontáneo y enérgico, iban respondiendo al heroico grito lanzado el 2 de mayo por el pueblo de Madrid (1967, p. 22).*

Cette attitude est corroborée par J. Gómez de Arce (1906, p. 9) et J. P. De Guzmán y Gallo (1908, 508), qui rendent compte de la rapidité avec laquelle se propage l'insurrection. Dans leurs propos, ces auteurs ne manquent pas de porter des critiques acerbes contre Napoléon. Il nous est apparu comme un mégalomane en quête de domination et dont l'entreprise a conduit à l'occupation de l'Espagne. Une démarche est à observer chez les Espagnols : ils rendent hommage à leurs compatriotes tombées sous les balles françaises et les élèvent immédiatement au rang de héros/martyrs, comme les capitaines L. Daoíz et P. Velarde<sup>5</sup>.

La résistance prend au moins deux formes : le front et les organes de presse comme *La Gazeta de Madrid*. Ce journal a joué un rôle prépondérant dans la diffusion

---

<sup>4</sup> C'est une petite ville près de Madrid.

<sup>5</sup> Ils sont souvent cités en exemple, pour avoir été tués en défendant le Parc d'Artillerie de Monteleón.

d'un certain nombre d'informations (supposées ou réelles) durant le conflit. Elles étaient livrées sur fond d'une vaste propagande menée contre Murat, Napoléon et Joseph Bonaparte. Certes, la censure avait été utilisée comme moyen de pression contre les employés du journal<sup>6</sup>. Il n'en reste pas moins que l'opinion publique parvenait, d'une manière ou d'une autre, à avoir des informations provenant de sources autres que celles des organes officiels.

Au regard de ce qui précède, le rôle des stigmates relevés à Madrid (2 et 3 mai 1808) ne fait guère de doute dans la résistance contre les forces d'occupation. Afin d'apaiser les tensions et de parvenir à une paix durable, J. Bonaparte va tenter de mettre en place un certain nombre de mécanismes.

## **2. 2. La politique de J. Bonaparte**

Lorsque J. Bonaparte arrive en Espagne en juillet 1808, il dispose d'une feuille de route bien précise. Napoléon I lui demande de convoquer des Cortès, de promulguer la constitution de Bayonne et d'initier des réformes politiques et administratives (J. Juana López (de), 1998, p. 29). Or, la guerre rend difficile la mise en route de ce programme ambitieux. Dans une position des plus inconfortables, la priorité du roi était d'abord de pacifier l'ensemble du pays (J. L. Pandjou, 2015, p. 21).

A cette difficulté, il convient d'ajouter celle liée aux finances, sans lesquelles l'Etat ne pouvait fonctionner correctement, encore plus en situation de guerre, dont il fallait, de surcroît, soutenir l'effort. Comme le roi peinait à s'imposer, il dut se résoudre à prendre des mesures coercitives, à l'image de celle contenue dans le décret signé à Vitoria (01 octobre 1808). Fait significatif, on avait enjoint aux fonctionnaires présents dans les zones sous le contrôle du Gouvernement central de déclarer leur fidélité au roi. En cas de refus, ils risquaient de tomber sous le coup de sanctions, allant jusqu'à la perte de leur emploi. Une telle démarche s'apparente à une dérive autoritaire, même s'il ne faut pas résumer la politique du roi Joseph à ce type de mesures.

Dès son arrivée en Espagne, il s'emploie à privilégier la voie du dialogue. L'objectif de cette politique était de convaincre le plus de partisans possibles, y compris ceux favorables à Ferdinand VII et qui se trouvaient à la tête de mouvements insurrectionnels (2008, p. 115). Il n'aura de cesse de protéger l'intégrité du territoire national<sup>7</sup> et l'indépendance du pays vis-à-vis de la France, de défendre d'abord et avant tout les intérêts des Espagnols et à plaider pour une méthode plus souple les concernant (J. L. Pandjou, 2015, p. 30). En dépit d'une somme considérable de difficultés<sup>8</sup>, le roi d'Espagne parvient à mener des réformes politiques, administratives et sociales. Certes, il en est arrivé, à son corps défendant, à prendre des mesures coercitives pour tenter d'imposer son autorité sur l'ensemble du territoire national.

---

<sup>6</sup> Le 06 février 1809, J. Bonaparte signait un décret permettant au gouvernement central d'avoir une mainmise sur la politique éditoriale du quotidien.

<sup>7</sup> Il n'empêchera pas Napoléon de prendre le décret du 8 février 1810, visant à annexer les territoires situés au nord de l'Ebre.

<sup>8</sup> Elles venaient de Napoléon qui s'ingérait constamment dans les affaires de l'Espagne ; ce qui contribuait à exacerber le sentiment patriotique. D'un autre côté, le roi était rejeté d'emblée par les la plupart des Espagnols, à commencer par les insurgés.

C'est en cela qu'il bénéficia du *soutien des juramentados*, c'est-à-dire tous ces espagnols qui, pour diverses raisons, avaient été contraintes de prêter allégeance au monarque. Mais en général, le roi *intrus* choisit de mener une politique de séduction et d'apaisement. Elle contrastait avec celle préconisée par Napoléon, basée essentiellement sur la répression. Cette politique josphienne était soutenue par les *afrancesados* convaincus, autrement dit toutes ces personnes qui avaient, de leur propre gré, pris fait et cause pour le roi d'Espagne et le programme qu'il entendait mettre en œuvre. Mais les patriotes ne font guère de différence entre ces deux catégories de personnes.

### 3. De la solidarité à l'intolérance

La solidarité qui avait prévalu aux premières heures des affrontements contre les troupes françaises semble voler en éclats, en raison du positionnement des *afrancesados*.

#### 3. 1. La rupture entre patriotes et *afrancesados*

Bien plus qu'une simple opposition entre patriotes et *afrancesados*, il s'agit d'un conflit qui aura des répercussions sur les plans politique, économique, social et culturel. Ce faisant, les patriotes vont prendre un certain nombre de mesures consistant à dénier à leurs compatriotes toutes sortes de droits, y compris celui d'appartenir à la patrie.

Il faut voir dans l'attitude des patriotes une forme de sanction, qui consiste à faire payer aux *afrancesados* leur soutien à J. Bonaparte durant son règne en Espagne. La Real Academia définit l'*afrancesamiento* comme étant toute « attitude qui consiste à s'approprier les idées et autres coutumes d'origine française ». M. Artola ajoute que « comme tout mouvement intellectuel, l'*afrancesamiento* est animé d'une dynamique interne qui rend difficile sa fixation, en la délimitant dans le temps et l'espace » (2008, p. 52). Mais aux yeux des patriotes, *afrancesado* ne renvoie à autre chose qu'à la trahison et, par voie de conséquence, il revêt une connotation purement négative. Pourtant, il convient de relativiser la teneur de ce terme générique. M. Artola (2008, p. 54) fait partie de ceux qui connaissent le mieux la question. L'auteur ne s'y trompe pas lorsque, dans son étude datée de 2008 et qui fait autorité, il met en lumière la complexité du sujet. Dans une analyse claire et pertinente, le chercheur prend le soin de faire la différence entre *juramentados* et *afrancesados*. Il parvient à la conclusion que les premiers sont ceux qui, sous la menace des autorités en place et compte tenu de leur situation administrative, ont été contraints de prêter allégeance au gouvernement central. Quant aux seconds, ils apparaissent comme ceux qui, en leur âme et conscience, ont pris fait et cause pour J. Bonaparte et ce, pour plusieurs raisons. Elles sont d'ordre politique, historique et de *convenance nationale*.

Sur le plan politique, Artola expose le propos de M. J. de Azanza, alors ministre des finances de l'Administration Bonaparte. Pour sa défense, Azanza accuse les tenants

d'une insurrection contre les Français. A ses yeux, une telle démarche ne pouvait aboutir qu'à l'anarchie, qu'il qualifie de « *mayor de todos los males* »<sup>9</sup>.

L'anarchie, c'est précisément ce que redoutent les députés espagnols réunis à Bayonne (juin 1808). Ces derniers la perçoivent comme étant « *el mayor azote que Dios envía a los pueblos; durante ella, la licencia y el desenfreno saquean, queman, talan, cometen toda especie de desórdenes* »<sup>10</sup>.

Sur le plan historique, les *afrancesados* font valoir un argument de taille, à savoir le respect de l'alliance conclue avec la France, pour se protéger contre l'Angleterre. C'est en tout cas l'argument avancé par F. Amorós :

*Se nos presentaban las lecciones oportunas de la Historia, dictándonos la conveniencia que resulta a España de que una misma dinastía ocupe sus tronos... nos unimos al soberano que se nos mandaba servir y le fuimos fieles hasta el último momento* (1814, p. 87).

En ce qui concerne la *convenance nationale*, les *afrancesados* se prononcent clairement contre la guerre, qui n'aurait donné d'autres résultats que la destruction de leur pays. Aussi, suivent-ils J. Bonaparte pour la sauvegarde d'une administration, qui serait logiquement composée essentiellement d'Espagnols. Jusqu'à une date récente, l'attitude des *afrancesados* a relevé du crime de lèse-majesté et de haute trahison contre la patrie. Le plaidoyer de L. F. de Moratín<sup>11</sup>, dans lequel il se justifie en arguant « qu'il s'agissait d'une question politique »<sup>14</sup>, ne change rien fondamentalement à la sentence prononcée contre eux. Traîtres, antipatriotes/antipatriotiques, antipopulaires, ingrats, sont quelques-uns des qualificatifs utilisés par les patriotes pour stigmatiser leurs compatriotes *afrancesados*, taxés de collusion avec l'ennemi. De la même manière, ils sont victimes de discrimination à l'emploi et interdits d'accès à des (hautes) fonctions administratives, civiles ou militaires. Le ressentiment vis-à-vis des *afrancesados* était profond, à telle enseigne que le choix de partir s'imposait naturellement à eux, coupables, aux yeux des patriotes, de haute trahison. Ni l'atmosphère, ni le temps ne joueront en leur faveur, ce qui explique la débandade qu'évoque G. de Grandmaison dans les lignes ci-après :

Aux abords du Manzanares descendait une foule agitée. Par le pont de Tolède des voitures filaient, se succédaient : véhicules de tous genres traînant des personnages de tout âge et de toute condition. Des groupes alarmés, pleins de lassitude avant même de commencer la marche, portant des enfants et des fardes, se glissaient

---

<sup>9</sup> M. J. de Azanza est cité par M. Artola, (2008, p. 64).

<sup>10</sup> La déclaration que cite M. Artola (2008, p. 65), est disponible dans A. H. N., Consejos, leg. 5.511, núm. 22.

<sup>11</sup> Il fait partie des personnalités les plus connues chez les *afrancesados*.

<sup>14</sup> Il est cité par G. Dufour (2007, p. 270).

entre les chariots, avides de quitter ces lieux où les quolibets, précurseurs des violences, leur annonçaient trop leur condition nouvelle de vaincus (1925, p. 106).

Il est extrêmement difficile de quitter son domicile, sa ville et, de surcroît, son pays notamment lorsque le départ se fait sous la contrainte et la menace. Dans ce type de situation on s'en remet à quiconque est en mesure de vous protéger. Pour les *afrancesados*, le réflexe fut de se tourner vers les soldats français. L'option de s'exiler en France est actée (seulement) à partir du moment où les troupes de la Grande Armée sont défaites par leurs homologues des armées espagnole, anglaise et portugaise, au terme des batailles des Arapiles (22 juillet 1812) et de Vitoria (21 juin 1813). Les spécialistes de la question, comme M. Artola, estiment à environ 12.000 le nombre de personnes à avoir pris le chemin de l'exil, lorsque J. Bonaparte fut contraint de quitter l'Espagne en mars 1813. Le chiffre est considérable et montre à quel point les partisans du bonapartisme, réels ou supposés, craignaient pour leur vie. Le cas de J. D. Duró, un prêtre de Tolède froidement assassiné, ne plaidait ni faveur des autres membres de sa congrégation encore moins pour les *afrancesados* en général. A l'examen du propos de J. L. Tabar, autant dire qu'ils étaient frappés du sceau de la double peine, au moment de partir :

*El viaje fue terrible, en medio del pillaje de los propios soldados franceses, y soportando el calor, el polvo y sobre todo la sed, al encontrar la mayoría de los pozos envenenados por los paisanos. Sólo los más afortunados pudieron quedarse en el camino al disponer de familiares o amigos caritativos en la zona (2001, p. 104).*

Comme les réfugiés arrivaient par vagues successives, il n'est pas étonnant que les autorités françaises aient été débordées très rapidement, au moment d'organiser l'accueil des voisins venus du sud et de leur trouver un lieu d'implantation fixe. En réponse aux critiques les plus acerbes et aux comportements anti-*afrancesados*, Amorós fut l'une des figures politiques à assumer ouvertement son choix. Il déclarera sa préférence pour un « granadero en un país dirigido por Napoleón que coronel en un país de monjes e inquisidores » (2007, p. 276). Par ailleurs, il s'était insurgé particulièrement contre le décret pris par Ferdinand VII le 30 mai 1814. Dans ce décret, qualifié de « horroroso » par Amorós, il est clairement interdit aux *afrancesados* de revenir en Espagne et ce, sous quelque prétexte que ce soit. Après s'être interrogé sur l'opportunité d'une telle mesure, le même Amorós n'avait pas manqué de porter une charge pour le moins violente contre le monarque en personne :

*¿Por qué tan buenas disposiciones se han desvanecido tan rápido? ¿No será que para hundirles mejor el puñal en el corazón les hizo esperar un pronto regreso a su patria? Cualquiera que sea nuestra suerte, nosotros daremos a Europa ejemplo de moderación (...), y si la miseria nos lleva hasta la muerte, al menos al pronunciar nuestras últimas palabras podremos decir: lo hemos perdido todo menos el honor (1814, p. 276).*

Pour bien comprendre ce propos, il faudrait sans doute le replacer dans son contexte. Le 11 décembre 1813, les parties française et espagnole<sup>12</sup> signaient le traité de Valençay. En son article 9, il est écrit que « *todos los españoles que han sido fieles al rey José y que le han servido en los empleos civiles, políticos o militares, o que lo han seguido, entrarán en posesión de los honores, derechos y prerrogativas de los que gozaban. Todos los bienes de los que hayan sido desposeídos les serán restituidos* ». En d'autres termes, Ferdinand VII s'engageait à réhabiliter ses compatriotes qui, par milliers, avaient été volontairement lésés dans leurs droits. Le monarque prend le même engagement à Toulouse (17 mars 1814). Au bord de la Garonne, il assurait ses compatriotes de la possibilité de regagner librement leur chère patrie et ce, dans les plus brefs délais. Or, le roi va fait preuve de duplicité, en transgressant les termes du traité cité ci-dessus.

Tenir des propos véhéments contre le souverain avait sans doute du sens, d'autant plus que la volte-face qu'il opère apparaît aux yeux des *afrancesados* comme une forme de trahison. En outre, qu'il s'agisse de F. Amorós, de J. A. Llorente ou d'autres personnalités encore, elles sont toutes excédées par la multitude et le type d'insultes auxquelles elles sont constamment exposées. Ce que l'on note, c'est une absence totale d'intolérance et l'expression d'une ferme intransigeance chez les patriotes. Auraient-ils pu se montrer moins radicaux envers leurs compatriotes ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Aujourd'hui, il est sans doute plus aisé de porter un regard critique sur la réaction des patriotes qui, autrefois, étaient guidés par les circonstances. On note par ailleurs que Ferdinand VII adopte le même type de comportement. Or, le roi aurait dû endosser le costume de rassembleur, en dépit du crime de lèse-majesté dont semblent s'être rendus coupables une partie de ses compatriotes. C'est ce qui les conduit à répondre à leurs détracteurs, en utilisant des termes comme plèbe ou canaille, pour qualifier, à leur tour, nombre d'adversaires politiques. C. Cambroneró ne se pose pas en défenseur des *afrancesados* ; tout juste se borne-t-il à expliquer leur comportement :

*Tiene la conducta de los afrancesados estudiándola con sereno juicio, sin dejarse dominar por la pasión política y colocándose en el momento histórico en que aparecieron, porque después de resueltos los problemas que entonces se habían planteado, y a distancia de un centenar de años, no tiene mérito formar concepto cabal de aquella situación y determinar el camino que se debiera haber seguido (1997, p. 181).*

De la même manière, l'auteur plaide pour une sentence moins radicale les concernant :

*Que los afrancesados incurrieron en una equivocación al abrazar la causa de José I Bonaparte, lo vemos hoy claramente conociendo los acontecimientos que acaecieron después; pero el espíritu imparcial y desapasionado de la crítica histórica debe levantarles*

---

<sup>12</sup> Elles étaient respectivement représentées par Napoléon I et Ferdinand VII.

*el terrible anatema que sus contemporáneos pronunciaron en la exaltación de la guerra, pues Moratín y Meléndez Valdés no merecen el calificativo de traidores (1997, p. 182).*

Quand bien même la plupart des espagnols réfugiés en France avaient exprimé le désir de regagner leur terre natale, l'attitude du roi et celle de la plupart de ses compatriotes les en avait dissuadés et ne militaient pas en faveur d'une réconciliation (rapide).

### 3. 2. La difficile réconciliation

Les arguments avancés par les *afrancesados* ne manquaient pas de bon sens. Mais quelle qu'ait pu être leur pertinence, ils étaient loin de rencontrer l'assentiment des patriotes. Ces derniers peinaient à comprendre que des Espagnols aient pu soutenir le bonapartisme. Trois raisons au moins auraient pu les en dissuader. Tout d'abord, Napoléon I venait de s'emparer de la Couronne espagnole ; ensuite, il était parvenu à envoyer en exil les souverains espagnols ; enfin, l'empereur était enclin à gouverner personnellement l'Espagne, en conférant à Joseph le rôle de simple prince français à la tête du pays. Aux yeux des patriotes, il n'y avait qu'une alternative : lutter, par tous les moyens possibles, contre toutes les forces qui avaient contribué à faire durer la présence française en Espagne. C'est précisément dans cette optique qu'une série de mesures spécifiques avaient été prises contre les *afrancesados*, en particulier ceux ayant pris le risque de rester en Espagne et à Madrid en particulier. Parmi tant d'autres dispositions, on peut citer l'interdiction de s'établir à moins de vingt lieues de la Cour, le placement de leur résidence sous la surveillance des maires et des auxiliaires de justice. De la même manière, ils sont frappés de l'interdiction d'occuper des emplois dans l'administration. Au sein de l'armée on assiste à une purge, puisqu'un nombre considérable de militaires, considérés comme *anfrancesados*, sont tout simplement démis de leurs fonctions<sup>13</sup>.

Précédemment, nous avons évoqué l'engagement pris par Ferdinand VII, dans lequel il invitait ses compatriotes *traitres* à regagner le pays. Il est fort probable que le roi ait été sincère à ce sujet. Il ne s'agit pas de lui trouver quelque circonstance atténuante, mais il ne faut pas perdre de vue la composition de son entourage, dominée presque exclusivement par des conservateurs. Il dut accéder à leur requête en consentant à prendre des mesures coercitives contre les personnes accusées d'antipatriotisme, de trahison et contre celles qui étaient favorables à l'instauration du libéralisme et à la mise en route d'un certain nombre de réformes. Le 4 mai 1814 à Valence, le roi donna son accord à travers la signature d'un décret, contraire à celui signé cinq mois plus tôt à Valençay. On voit bien à quel point l'Espagne de l'après-guerre était divisée. Dans une telle atmosphère, il était extrêmement difficile d'endosser l'étiquette *d'afrancesado*. Pourtant, de nombreuses voix se sont élevées pour défendre ces espagnols qui avaient agi différemment. C'est cette orientation que donne

---

<sup>13</sup> Ces mesures sont inscrites dans le Décret Royal du 30 mai 1814, plus précisément dans la *Colección de las Reales Cédulas, Decretos y Órdenes de S. M. el Sr. Don Fernando VII*, I, Anonyme (1814, p. 30-33).

J. L. Tabar ici, lorsqu'il écrit : « *En tan difícil coyuntura, no faltaron, sin embargo, los que, valiéndose de la imprenta, alzaron su voz en defensa de los afrancesados, o al menos pidieron un juicio justo que evitara caer en la generalización de la condena* » (2001, p. 119).

La plupart du temps, les défenseurs des *afrancesados*, ou en tout cas ceux qui appelaient à des sanctions moins sévères à leur égard, avaient recours à la presse<sup>14</sup> et/ou s'exprimaient sous couvert de l'anonymat<sup>15</sup>. Utiliser ce moyen tout en dissimulant son identité pour communiquer, est la preuve que, pendant le conflit et durant le règne de Ferdinand VII, il n'était pas du tout aisé de se prononcer en faveur des libéraux ou des *afrancesados*, ces *famosos traidores*. En réalité, le débat d'idées devrait nous amener à transcender nos différences et autres postures politiques. La solution est loin de se trouver dans la recherche du conflit, dont on ignore généralement l'issue et les conséquences qui pourraient en résulter. A notre avis, la douleur et les choix politiques ne devraient pas donner lieu à des excès/abus de toute sorte. De ce fait, on doit être en mesure de tirer les leçons du passé pour bâtir des sociétés où l'acceptation de la différence doit être une valeur cardinale. A nos yeux, seule la tolérance, que l'on devrait cultiver en permanence, permettrait d'atteindre cet idéal. L'observation d'une telle attitude éviterait que l'on désigne toujours l'autre comme étant l'enfer, pour paraphraser Sartre.

## Conclusion

Le déni de patriotisme post-stigmatisés est consécutif, en partie, aux événements sanglants enregistrés à Madrid les 2 et 3 mai 1808. Ces faits auraient pu être évités en l'absence de la crise politique née à la fois des querelles familiales en Espagne et de l'immixtion de Napoléon Bonaparte dans les affaires intérieures de ce pays. Cette intervention a conduit à la guerre d'Indépendance, remportée par les Espagnols. Ce succès a permis le retour au pays de Ferdinand VII et la fin de règne de J. Bonaparte.

Comme tout conflit, la guerre d'Indépendance a été désastreuse pour l'Espagne et ce, sur tous les plans. Aussi, a-t-elle largement conditionné les relations entre Français et Espagnols et, bien entendu, entre les Espagnols eux-mêmes. L'impact provoqué par les stigmates a conduit la société espagnole à se diviser durablement en deux camps, dans lesquels on retrouve respectivement les patriotes et les *afrancesados*. Avec le concours de ces derniers, J. Bonaparte est parvenu à mettre en route des réformes politiques, économiques et sociales dignes d'intérêt.

Au plan politique, on constate un retour à la case départ, avec le rétablissement de l'absolutisme entériné par Ferdinand VII<sup>16</sup>. Les *afrancesados* sont contraints à l'exil (fuite de cerveaux) et n'ont plus droit de cité. Sur le plan social, les mêmes *afrancesados*

---

<sup>14</sup> On a par exemple le *Redactor General de España, el defensor de los afligidos* ou encore *El fiscal patriótico de España*,

<sup>15</sup> *El Amante del pueblo*.

<sup>16</sup> Il maintiendra ce régime jusqu'au terme de son règne en 1833, même si l'accession au pouvoir des libéraux (1820-1823) permettra d'observer momentanément une alternance au pouvoir.

vont être victimes des mesures discriminatoires prises à leur égard : confiscation de tout ou partie de leurs biens personnels, perte de leur emploi et/ou de certains privilèges. Le social étant lié à l'économique, le départ ou la spoliation des partisans de Joseph va représenter un manque à gagner pour l'Etat, accentué par les désastres provoqués par la guerre. Les stigmates participent de cette difficulté, dès lors qu'ils ont conduit les patriotes à franchir un point de non-retour. Le déni de patriotisme, ce rejet empreint de violence, a eu des conséquences incalculables sur tous les plans. C'est pourquoi toute attitude visant à stigmatiser son semblable doit être proscrite.

## Références bibliographiques

A. H. N., Consejos, leg. 5.511, núm. 22.

ANONYME, COLECCIÓN DE LAS REALES, 1814, *Cédulas, Decretos y Órdenes de S. M. el Sr. Don Fernando VII*, I, Barcelona, en la oficina de Gaspar y Cía.

AMOROS Francisco, 1814, *Representación del consejero de Estado D. Francisco Amorós a Fernando VII*, París, Rougeron.

ARTOLA Miguel, 2008, *Los Afrancesados*, Madrid, Alianza Editorial.

BESSIERE Bernard, 1996, *Histoire de Madrid*, Paris, Fayard.

CAMBRONERO Carlos, 1997, *José I Bonaparte. El Rey Intruso. Apuntes históricos referentes a su gobierno en España*, Madrid, Alderabán.

CORRAL José (Del), 2001, *La Vida cotidiana en el Madrid del siglo XIX*, Madrid, Ediciones La Librería.

DUFOUR Gérard, 2007, « Los afrancesados o una cuestión política: los límites del despotismo ilustrado », *Cuadernos de Historia Moderna, Anejos*, VI, p. 269-277. FRASER Ronald, 2006, *La maldita guerra de España. Historia social de la guerra de la Independencia (1808-1814)*, Barcelona, Crítica.

FUENTEBRO Gómez, 1908, *Resumen de los hechos más notables que fijan la conducta del ejército francés durante su existencia en la capital de España y relación exacta y circunstanciada de todo lo ocurrido en la escena del Dos de Mayo*, Madrid, D. T. de U. GOMEZ DE ARTECHE José, 1906, *La Mujer en la guerra de la Independencia*, Madrid, s. n.

GONZALEZ BRUGUERA Francisco, 1973, *Histoire contemporaine d'Espagne (1789-1950)*, Paris, Editions Ophrys.

GEOFFROY DE GRANDMAISON Charles-Alexandre, 1925, *L'Espagne et Napoléon (1809-1811)*, T. 3, Paris, Plon.

PÉREZ DE GUZMÁN Y GALLO José, 1908, *El Dos de Mayo de 1808 en Madrid: relación histórica documentada*, Madrid, Establecimiento Tipográfico.

HERRERO Javier, 1973, *Los orígenes del pensamiento reaccionario español*, Madrid, Cuadernos para el Diálogo.

LOPEZ Jesús (De), (PAREDES Javier, coordinador), 1998, *Historia contemporánea de España (siglo XIX)*, Barcelona, Ariel Historia.

MESONERO ROMANOS Ramón, 1967, *Memorias de un setentón (Obras de Mesonero Romanos)*, T. V, Madrid, Biblioteca de Autores Españoles.

PANDJOU Jean-Lambert, 2015, « Joseph Bonaparte en Espagne (1808-1813). Quel type de politique pour gouverner ?, *Cuadernos de la Hispanidad*, 4, p. 17-37.

QUEIPO DE LLANO José María, 1835-1957, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, T. 64, Madrid, Biblioteca de Autores Españoles.

ROBINSON Anne-Françoise (coordination), 2012, *Le Petit Larousse illustré*, Paris, Larousse.

TABAR Juan López, 2001, *Los Famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833)*, Madrid, Biblioteca Nueva.

TAMARIT Y LLOPIS Luis (De), 1900, *Monografía histórica del 2 de mayo de 1808 en Madrid*, Madrid, Imprenta del Progreso Militar.